

## *L'Amérique latine : un concept de stabilité*

**Héctor Luisi**

Ancien Conseiller en Stratégie du Président de la Banque  
interaméricaine de développement

**6 mai 2015**

M. Luisi souhaite d'abord présenter sa vision personnelle de la région, puis aborder la situation politique et économique, passer en revue les principaux pays et terminer en examinant les conséquences du rétablissement des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba.

*Sur le long terme, l'Amérique latine est une région paisible et stable, comparée aux autres parties du monde*

En 1816, Thomas Jefferson dans une lettre adressée à Mme de Staël, portait ce jugement : « L'Amérique du Sud est difficile à comprendre, même pour nous qui avons des échanges avec ces pays, mais en Europe je suppose que c'est impossible. » Ce jugement n'a pas varié à travers le temps : l'Amérique latine reste encore incomprise et ignorée. Peut-être est-ce dû au fait qu'en comparaison des autres continents, l'Amérique latine est paisible et stable. Les frontières actuelles sont les mêmes qu'en 1830 (alors qu'ailleurs elles ont été plusieurs fois redessinées) et le nombre de morts dus aux guerres est considérablement plus faible : entre 1830 et 2014 on compte 2 millions de victimes en Amérique latine contre plus de 90 millions en Europe. L'Amérique latine ne connaît pas d'occupation et ses pays membres subissent très peu d'invasions. Au traité de Tlateloco (1967) l'ensemble des pays d'Amérique latine décident de renoncer à l'arme nucléaire.

Depuis la fin de la guerre froide (1989) les politiques économiques ont progressé, si l'on laisse de côté l'Argentine et le Venezuela. Deux problèmes majeurs subsistent néanmoins : les inégalités et le manque d'infrastructures (il n'existe aucune liaison entre le principal port de l'Atlantique et Valparaíso sur le Pacifique). Mais le désendettement massif de la région tranche avec l'énorme dette des États-Unis, du Japon et de certains pays d'Europe, et la hausse du cours de la plupart des matières premières (jusqu'en 2014), dopée par la

demande chinoise, a permis de soutenir la croissance, de telle sorte qu'on a pu croire que l'Amérique latine était devenue une zone non concernée par le cycle mondial des affaires.

La situation actuelle nous fait revenir à la dure réalité : la région subit comme les autres les effets du cycle global. La baisse des cours des matières premières a un effet déflationniste. Les erreurs de certaines politiques économiques, trop fondées sur la consommation dans certains cas (Venezuela) trop dépendantes de l'extérieur dans d'autres (Brésil et Argentine) s'ajoutent aux effets de ce retournement. Les taux de croissance de 2014 et 2015 sont faibles, voire négatifs. La qualité des systèmes financiers et la faible dette publique restent néanmoins des atouts.

Le fléau de la corruption perdure, ce qui affecte la crédibilité des gouvernements et instaure une culture qui décourage le travail et l'effort, à tous les niveaux de la société. L'Amérique latine n'en n'a pas le monopole, si l'on considère les manipulations du LIBOR ou la situation du Japon ou de la Chine. Éradiquer ces comportements nécessitera, hélas, sans doute plusieurs générations.

Malgré l'importance des réserves internationales accumulées précédemment – qui permettrait d'absorber les chocs de change en cas de besoin - le retour de la croissance semble difficile, d'autant que la baisse actuelle de l'euro va conduire l'Europe à réduire ses importations, notamment depuis l'Amérique latine, et à moins investir à l'étranger.

### *Les transformations de l'Amérique latine*

Comme Enrique Ottone, professeur à l'Université Diego Portales du Chili, l'auteur pense que, malgré toutes les difficultés, l'Amérique latine est arrivée aujourd'hui à un stade de maturité systémique dans lequel les extrêmes sont laissés de côté et le monde des absolus cesse d'exister. L'alternance des gouvernements au pouvoir sans grands changements idéologiques va devenir la normalité. On observe une société qui a bénéficié, en quelque sorte, de « vaccins », contre les refondateurs, les populistes, et les autoritaires de droite et de gauche. On va vers des programmes d'égalité sociale, de transformation de la productivité, dans un contexte de plus grande démocratie. Ceci est notamment dû à la fin de la guerre froide et à l'apparition d'une nouvelle génération.

Sur le plan économique, l'Amérique latine a connu trois phases.

Dans les années 1980, on décide d'abandonner le modèle auto-centré, avec un secteur public obèse et de fortes protections. L'ouverture sur le monde extérieur nécessite des

ajustements douloureux et si l'État s'efface, en contrepartie, le taux de pauvreté augmente et passe de 35% en 1980 à 48% en 1990.

La deuxième étape, celle des années 1990, est celle de la volatilité, sur fond de grande promesse démocratique. Tous les pays, sauf Cuba, possèdent des gouvernements élus, alors que s'instaure une certaine culture démocratique. Le néolibéralisme n'est pas la seule référence, chaque pays expérimentant un mix spécifique de liberté économique et d'étatisme. Ce modèle peine à faire face aux cycles mondiaux. Tous les pays souffrent sauf le Chili. C'est le temps des crises, au Mexique, en Asie, en Turquie, et en Russie. Les premières années du XXI<sup>ème</sup> siècle ne voient guère d'amélioration, particulièrement en Argentine et en Uruguay. Dans cette phase de promesses non tenues, on observe une grande diversité politique, dans laquelle on trouve ce qu'Ottone appelle les régimes néojacobins et que d'autres, plus sévères que lui, dont l'auteur de cette conférence, appellent des autoritarismes élus.

En 2003 débute la troisième étape, marquée par une croissance prolongée, qui est en train de s'achever. Les pays sont parvenus à assainir leurs finances publiques et ont été capables de faire face à la crise de 2008 sans subir la contamination financière venue de l'extérieur. Ils connaissent alors un redressement très rapide, situation sans précédent dans l'histoire de l'Amérique latine, qui, dans le passé, fut la grande amplificatrice des crises. Ils prennent leur autonomie vis-à-vis des États-Unis, surtout préoccupés de gérer l'après 11 septembre.

Actuellement les projections des instituts, en particulier celle de la Banque interaméricaine de développement, indiquent un ralentissement durable de la croissance dans les années à venir. On reviendrait à 3% par an, ce qui est quand même mieux que ce qui est prévu pour d'autres régions. Mais l'Amérique latine réalise qu'elle reste dépendante de la conjoncture mondiale, même si elle a cru, juste après 2008, pouvoir s'en abstraire. De plus les faiblesses du passé resurgissent, en particulier l'insuffisance de la croissance de la productivité totale des facteurs, observée déjà dans la période 2001-2010, et la trop faible contribution du capital à la croissance.

La période de croissance forte a permis de faire reculer la pauvreté, mais le taux de pauvreté reste quand même, en 2015, de 28%, ce qui est intolérable. La répartition des revenus reste encore très inégalitaire et le continent n'a pas réussi à sortir de son rôle de pourvoyeur de matières premières et d'aliments, les biens produits et exportés contenant peu de valeur ajoutée et trop peu de technologies. Des efforts en termes d'innovation et d'éducation sont donc aujourd'hui plus que nécessaires.

### *Les différences entre pays*

Le problème central de l'Argentine est la mauvaise gouvernance qui engendre des crises et des phases de croissance artificielle. Les Argentins sont trop indulgents à l'égard des péronistes. On s'interroge sur les élections à venir.

Le Brésil a cherché à traiter de façon prioritaire la pauvreté, notamment en élevant le niveau d'éducation. Mais son secteur public ne parvient pas à répondre aux besoins de la classe moyenne et le déficit public s'accroît (à cause de la baisse des impôts et de la hausse des dépenses) ainsi que la dette publique qui passe de 54% du PIB en 2011 à 65% en 2014. Le salaire minimum augmente mais l'inflation revient, malgré des mesures destinées à la limiter. Pour contrecarrer les effets de l'inflation sur la compétitivité, le réal a été dévalué de 45% entre juin 2014 et le 31 mars 2015, par rapport au dollar, ce qui correspond à une dépréciation réelle de 20%. Les efforts à faire sont énormes et l'on est en droit de se demander si la volonté politique pour les entreprendre existe réellement.

En Colombie on peut afficher un réel optimisme, car ce pays a une bonne santé économique et semble capable de résoudre la difficile question de la paix avec les FARC.

Le Mexique est miné par la corruption, mais celle-ci régresse. Le problème de la violence en revanche reste la question fondamentale et les gouvernants n'ont toujours pas trouvé le moyen de l'éradiquer.

Le Venezuela s'enfonce dans la crise et la baisse historique du prix du pétrole contribue à affaiblir un peu plus son économie.

### *Cuba et les États-Unis*

Au moment où cette conférence a lieu, des négociations pour l'ouverture des ambassades à l'Havane et Washington s'achèvent et doivent ouvrir une nouvelle ère de l'histoire des deux pays. Il va y avoir reprise de relations normales et, en principe, levée de l'embargo si le Congrès américain l'accepte. Il est probable que les intérêts économiques, notamment ceux des états du sud des États-Unis l'emportant, l'embargo puisse être levé.

Pour le conférencier, ce rapprochement, même symbolique, est fondamental. Il marque à la fois la fin de la guerre froide en Amérique latine et la fin d'une vision romantique et anti-américaine incarnée par Fidel Castro et Che Guevara, vision dans laquelle les jeunes générations ne se reconnaissent plus.

## Conclusion

Le conférencier affirme que pendant la plus grande partie de sa vie professionnelle il a souhaité que l'Amérique latine prenne la place qui lui est due dans le concert international des nations. On veut être écouté. On mérite d'être écouté. On demande même une place au Conseil de Sécurité des Nations-Unies pour le Brésil.

Mais il a progressivement changé d'avis. Ce revirement a été dû, en premier lieu, à la prise de conscience du mépris du reste du monde à l'égard de l'Amérique latine. Ce mépris s'est notamment manifesté au moment du Mondial de Football organisé par le Brésil, la presse du monde entier ayant alors considéré que ce pays était incapable d'organiser une telle manifestation, ce qui s'est révélé *a posteriori* faux. Mépris encore, au moment des cérémonies du 70<sup>ème</sup> anniversaire du Débarquement, aucun chef d'État d'Amérique latine n'ayant été invité, alors que le Brésil a envoyé des troupes pour lutter contre l'Allemagne hitlérienne.

Le conférencier en a été, bien évidemment, outré, puis s'est finalement rendu compte que le reste du monde ne veut pas de l'Amérique latine. Pas par méchanceté, mais pire, par indifférence. Avec la possible exception des États-Unis envers le Mexique, du fait que le nombre très élevé de Mexicains vivant dans ce pays, en fait des électeurs qu'il faut choyer.

Héctor Luisi conclut :

« Pour vivre heureux dans le monde d'aujourd'hui, et de l'avenir aussi, nous les latino-américains devons vivre cachés ».